

trie polonaise sans propriétaires ni directeurs. Ils s'étaient tous enfuis. La Pologne était un des pays les plus dévastés. Varsovie, la capitale, avec une population d'avant guerre de plus d'un million, avait été démolie bloc à bloc. Plusieurs usines avaient été brûlées ou détruites, mais contenaient encore beaucoup d'outillage qui pouvait être réparé ou utilisé. De plus, l'ensemble des territoires nouvellement acquis à l'Ouest était un « no man's land » économique, la plupart des industries paiblement sans propriétaires ni directeurs. En pareilles circonstances il ne s'agissait pas simplement de mettre à exécution les projets de nationalisation. La nationalisation était chose forcée, il n'y avait pas d'autre solution.

Pendant toute l'année 1945, le gouvernement s'empara des installations et des industries et les fit fonctionner avec des méthodes de production improvisées. Les ouvriers jouèrent un rôle extrêmement important dans ce travail de reconstruction. Irving Brant, correspondant du *Chicago Sun*, écrivait, en automne 1945 : « Parmi les ouvriers eux-mêmes, le sentiment de la révolution sociale est très développé. Le chiffre des membres des syndicats polonais est monté à 1.100.000... Alors que le ministre de l'industrie Minc, un communiste, se montre prêt à traiter avec les anciens propriétaires d'usines et les directeurs afin de faire démarrer la production, les ouvriers, très probablement, lui diront : « Qui a réparé cette usine ? Nous ! Nous allons la faire fonctionner. Donnez-nous un directeur sorti de nos propres rangs ».

Ce n'est que le 2 janvier 1946 — une année plus tard — que la loi autorisant la nationalisation des industries importantes fut adoptée. Les mesures de nationalisation suivirent le même cours qu'en Tchécoslovaquie. Les entreprises de tous les Allemands ou « étrangers ennemis » furent confisquées. On paierait une indemnité à tous les Polonais ou « étrangers alliés » dont les propriétés furent prises par l'Etat. Les motifs donnant droit à indemnité entière étaient semblables à ceux admis en Tchécoslovaquie : « Nous sommes pour le maintien de relations économiques normales avec les pays occidentaux, en indemnisant les capitalistes étrangers de façon juste et adéquate pour leurs propriétés ». (Rapport de Hilary Minc au Conseil national polonais, *Poland of Today*, mai 1946). En un mot, la Pologne, encore plus que la Tchécoslovaquie, a désespérément besoin de prêts américains.

En Pologne, la loi de la nationalisation s'applique à toutes les entreprises employant au moins cinquante ouvriers. Bien que ceci sonne plus radicalement encore que la loi de Tchécoslovaquie, en fait, c'est une proportion bien plus petite de l'industrie qui a été nationalisée. D'après les chiffres d'avant guerre, 2.775 installations se trouveraient dans cette catégorie ; presque 2.000 d'entre elles emploient de 50 à 200 ouvriers. 20.014 entreprises, en Pologne, emploient moins de cinquante ouvriers et restent ainsi des propriétés privées. En l'absence de nouvelles statistiques, il est impossible d'analyser des données plus récentes sur ce que les décrets de nationalisation signifient en pratique. D'après le rapport de Minc, le ministre de l'Industrie et du Commerce, l'industrie privée continuera à absorber 60 % de tous les travailleurs du commerce et de l'industrie, et le secteur nationalisé

en emploiera 40 %. Les industries qui seront nationalisées emploieront 25 % à peu près de tous les salariés de l'industrie, et le pourcentage total de toutes les personnes comprises dans le programme entier de nationalisation s'élèvera à 10 % de tous les salariés.

Ainsi, d'après les chiffres, le secteur de la propriété d'Etat, bien qu'il comprenne tous les secteurs importants et décisifs de l'économie : industrie, finance, transports, etc., comprendra une proportion beaucoup plus petite de la propriété totale que ce ne fut le cas en Tchécoslovaquie. On doit se souvenir que la Pologne d'avant guerre était beaucoup moins industrialisée que sa voisine la Tchécoslovaquie, et que la plus grande partie de son industrie se faisait dans de petites installations et ateliers.

Au temps d'avant guerre, 40 % de l'ensemble des capitaux investis en Pologne se trouvaient entre des mains étrangères et les industries les plus importantes étaient contrôlées complètement par les étrangers. Par exemple, le capital étranger possédait 52 % des mines et des fonderies, 57 % du pétrole, 66 % de l'industrie électrique, 60 % des produits chimiques, 52 % du bois, 81 % des services publics, 59 % des compagnies d'assurances, etc. La plupart de

ces biens appartenaient aux Allemands. Minc estimait donc que, conformément aux principes décrits plus haut, les trois quarts de toutes les entreprises seraient carrément confisquées, et qu'un quart serait indemnisable.

Sous plusieurs rapports, la Pologne n'a pas procédé de façon aussi radicale que la Tchécoslovaquie dans ses mesures de nationalisation, et le capital privé polonais continue à dominer un secteur beaucoup plus grand de l'économie. Les statistiques, cependant, bien que probablement assez exactes en elles-mêmes, ne disent pas tout. La première différence importante entre la Pologne et la Tchécoslovaquie est que dans la seconde la bourgeoisie travaille en accord avec les stalinien ; les cliques bourgeoises et la bureaucratie ont survécu et continuent à jouer un rôle dominant dans l'industrie, fournissant des fonctionnaires au gouvernement, ou comme rentiers d'Etat. En Pologne, la bourgeoisie se trouve en opposition avec le régime. Les cliques capitalistes dominantes se trouvent à l'étranger, intrigant et organisant des formations militaires contre le gouvernement. Les stalinien se trouvent dans l'impossibilité de s'appuyer sur un pilier quelconque de l'ancienne administration de « colonels ».

Un nouveau double pouvoir

De plus, on peut dire qu'une espèce de double pouvoir existe aujourd'hui dans le pays, mais il est totalement différent de la conception marxiste classique du double pouvoir. Le gouvernement, la police, l'armée, la justice, la presse, l'éducation publique se trouvent aux mains des stalinien. Le pouvoir double, illégal, clandestin (en l'espèce, des formations militaires, les chefs hiérarchiques catholiques, etc.) se trouve aux mains de la bourgeoisie. Ainsi, si le régime de la Tchécoslovaquie pouvait être qualifié avec une précision absolue de capitalisme d'Etat, la définition de celui de la Pologne devra être plus sinieuse et moins sommaire, si elle doit correspondre à sa réalité complexe, contradictoire et déconcertante. La Pologne est gouvernée par un régime policier stalinien, engagé dans une lutte sauvage contre la bourgeoisie fasciste, qui amena le pays dévasté au bord de la guerre civile. Le régime stalinien se comporte, aussi bien qu'il le peut, en gardien de la bourgeoisie oppositionnelle, et a préparé le terrain pour une restauration de l'Etat polonais sur des lignes de capitalisme d'Etat ressemblant à celles de la Tchécoslovaquie. Pourquoi disons-nous que la tendance actuelle des nationalisations polonaises est d'établir un capitalisme d'Etat basé sur une économie mixte (capitalisme d'Etat et propriété privée), tel que celui de la Tchécoslovaquie et non pas d'instaurer un Etat ouvrier comme en U.R.S.S. ?

Qui se laisse éblouir par une formule courante et néglige d'examiner l'essence du processus ne peut être qu'un bien médiocre marxiste. Nous avons vu, durant l'année passée, des nationalisations en Angleterre, en France et en Europe orientale. Elles constituent dans leur totalité une démonstration sans réplique que la société ne peut continuer à fonctionner à l'ancienne manière capitaliste et tire sur sa laisse pour socialiser l'économie ; que toute la tendance de la société moderne se tourne vers

une collectivisation inévitable. Ceci, naturellement, le Comintern l'avait indiqué déjà en 1919 dans son premier Manifeste aux ouvriers du monde. Mais quelle sera la classe qui accomplira cette étatisation de l'économie ? Et dans l'intérêt de qui sera-t-elle faite ? Dans l'intérêt des capitalistes ? Ou bien dans celui de la classe ouvrière, donc de l'humanité ?

En Angleterre, comme nous le savons, elle est réalisée dans l'intérêt des capitalistes. Afin de tempérer l'orage, les capitalistes permettent des nationalisations sur une grande échelle. Mais elles sont effectuées de façon à vider ces mesures de tout contenu véritable. En d'autres termes, fondamentalement, ces mesures sont une fraude, les vieux rapports capitalistes et l'exploitation se poursuivent comme auparavant, et seules, les formes administratives sont modifiées et altérées. C'est pour cela que les marxistes expliquent que les nationalisations en Angleterre ne sont point des mesures socialistes, mais tout simplement des mesures de capitalisme d'Etat.

Comme nous l'avons démontré, le même processus a lieu en Tchécoslovaquie, dans ses aspects fondamentaux. En Pologne, le schéma n'est pas aussi clair, parce que le pays se trouve dans un état latent de guerre civile et les formes de l'Etat ne se sont pas consolidées au degré où elles le sont en Tchécoslovaquie. Mais la politique et les buts sont les mêmes et la structure légale est la même. La politique des stalinien est orientée pour arriver vers un accord avec la bourgeoisie ; elle a bureaucratisé les comités d'usines et essaye de faire fonctionner l'industrie nationalisée sur des lignes capitalistes ; elle agit comme gardien de la propriété capitaliste ; elle cherche à encourager le développement du capital privé dans la petite industrie et le commerce ; elle conserve les rapports capitalistes dans l'agriculture ; elle cherche à former une nouvelle bourgeoisie qui consentira à